

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

dollars. Même vous, monsieur le Président, pouvez constater que c'est là beaucoup de sous. Comme il s'agit de 18 milliards de dollars, nous avons un certain nombre de points à soulever et de questions à poser au ministre des Finances avant de sanctionner une pareille démarche.

Le ministre des Finances nous a demandé d'adopter rapidement ce projet de loi—nous n'avons aucunement l'intention de bloquer un projet de loi portant pouvoir d'emprunt—mais d'abord nous tenons à faire part à la Chambre de quelques observations. Je crois juste de dire que même si nous prenions un jour ou deux pour approuver l'emprunt de 18 milliards de dollars, cela ne semblerait ni précipité ni irréaliste. Je crois, monsieur le Président, que vous pouvez compter sur deux ou trois interventions de la part de notre parti et à autant, j'imagine, de la part de mes collègues du parti libéral.

Après voir complimenté quelque peu ces derniers, ce serait négligence de ma part que de ne pas mentionner qu'on nous demande d'emprunter des fonds additionnels non pas à cause des députés libéraux—ce serait là faire insulte à leurs personnes et à leur intégrité—mais parce que certains de leurs collègues au Sénat ont décidé qu'il était dans l'intérêt supérieur du pays de ne pas approuver le projet de loi C-11 ou la précédente Loi portant pouvoir d'emprunt qui prévoyait l'emprunt de 12 milliards de dollars.

● (1530)

A cause de cela, les contribuables canadiens doivent maintenant déboursier 15 millions de dollars de plus. Lorsqu'on parle de budgets de l'ordre de plusieurs milliards, une somme de 15 millions de dollars peut ne pas sembler très mirobolante. Toutefois, ce montant de frais additionnels que les députés n'étaient pas prêts à imposer aurait suffi à créer toute une série de garderies et à construire et à aménager bien des foyers de transition pour femmes battues ou enfants maltraités. Je pourrais donner bien d'autres exemples de domaines où nous aurions pu en tant que Parlement prendre des initiatives grâce à cette somme de 15 millions de dollars.

Lorsque le ministre des Finances nous a demandé d'autoriser l'emprunt de 18,2 milliards de dollars, et plus récemment, lors de la présentation du budget, il nous a aussi appris que le gouvernement allait prendre une nouvelle orientation. Une nouvelle ère s'ouvre pour le Canada et le gouvernement va procéder de façon toute différente à partir de maintenant. Nous assisterons à de nouvelles attitudes, de nouvelles orientations et de nouveaux événements.

Ce sont certes des perspectives encourageantes et nous les accueillons avec plaisir. La seule chose qui semble manquer dans ce budget et qui a de quoi, selon moi, inquiéter tous les députés alors que nous autorisons un pouvoir d'emprunt de 18,2 milliards de dollars, ce sont des orientations claires pour notre pays.

Pour donner une idée de ce qui va se passer tout en restant juste envers les députés conservateurs, voici comment il faut interpréter le budget, à mon avis: désormais on va compter exclusivement sur le secteur privé pour créer le 1,5 million d'emplois dont on aura besoin au Canada au cours des prochaines années. Nous ne nous attendons pas à ce que cela se produise le mois prochain ou même cette année. Cependant, en laissant les coudees franches au secteur privé, en lui offrant tout un éventail d'exemptions d'impôt, en donnant aux gens qui vivent de l'investissement, nous attendons maintenant du

secteur privé—les petites et moyennes et grosses entreprises du Canada—qu'il crée la majorité sinon la totalité du million et demi d'emplois en trouvant des débouchés aux chômeurs.

Il s'agit là d'une façon d'aborder la création d'emplois. Elle diffère quelque peu de ce à quoi nous avons été habitués dans le passé. Je souligne le terme «quelque peu». En effet, lorsqu'on considère ce que M. MacEachen et M. Lalonde ont fait dans leurs budgets respectifs et sur ce qu'ils avaient promis de faire à l'époque, on s'aperçoit que les deux disaient la même chose. En fait, ils ont dit vouloir offrir de nombreuses exemptions d'impôt aux personnes au revenu élevé, à l'entreprise privée, afin que des emplois soient créés. Nous avons essayé cette voie, monsieur le Président. Cependant, cette mesure nous a rapprochés un peu plus de l'extrême.

Il ne s'agit pas d'une orientation pour le pays. Il s'agit d'un processus. Cela m'amène à me demander quelle orientation le gouvernement a prévue pour les industries du textile et de la chaussure au Canada. Si nous interrogeons les personnes concernées et leur demandions quelle orientation ce secteur prendra au cours des dix prochaines années, quelle réponse obtiendrions-nous? Que diraient les intéressés dans le secteur des télécommunications et de l'aérospatiale si on leur posait la même question? Je ne crois pas que le budget ou les discussions qui en découleront nous donnent une vision claire des choses.

Quelle est la situation en ce qui a trait au secteur forestier? Il s'agit là d'un secteur qui touche toutes les provinces et territoires du pays. Dans quelle voie nous orientons-nous? Je veux parler des pâtes et papiers, du contre-plaqué et du bois de construction et de la fabrication de bardeaux. Prenons-nous de l'expansion dans ces domaines vitaux? Rationalisons-nous ces industries? Effectuons-nous des compressions?

Ce n'est pas clair. Ce qui est clair c'est que certains pays, comme la Suède et la Finlande, donnent de l'expansion aux industries primaires comme l'industrie forestière. Pour chaque arbre qui est coupé, on en plante trois dans ces pays. Ensuite, au fil des ans, on éclaircit ces trois arbres pour s'assurer que chaque arbre coupé est remplacé par un arbre fort.

Nous abordons la question d'une façon différente au Canada. Nous coupons trois arbres et en plantons un. Nous continuons à agir ainsi malgré les événements récents. Là encore, on se demande où nous nous en allons en ce qui a trait à l'industrie forestière?

Quelle est la situation dans le secteur de la pêche que ce soit sur la côte est, à l'intérieur des terres ou sur la côte ouest? Que se passera-t-il dans ce secteur au Canada au cours des prochaines années? A ce stade-ci, je m'adresse à mon collègue de Terre-Neuve où la pêche joue un rôle si important. Je suis forcé de me demander où le secteur de la pêche de Terre-Neuve en sera à la fin de la présente décennie. Sera-t-il en santé? Sera-t-il rationalisé? Où en sommes-nous dans les secteurs de la pisciculture et de l'aquaculture? Là encore, il n'y a dans ce budget aucune orientation, aucune vision, aucun plan, aucune stratégie pour une industrie primaire aussi essentielle. Rien n'est prévu.

On pourrait poursuivre encore. Je crois que le secteur d'activités le plus important dans tout pays, surtout dans un pays comme le nôtre, c'est le secteur agricole, le secteur agro-alimentaire. Chaque province, chaque territoire possède une partie de ce secteur critique qu'est la production alimentaire. Quelle est la stratégie du Canada en matière de production